

L'endettement étudiant au Québec Des réflexions à l'égard de la littérature existante

Émile Fiset
Maude Pugliese



CHAIRE-RÉSEAU DE RECHERCHE
SUR LA JEUNESSE DU QUÉBEC

Auteurs**Émile Fiset**

Étudiant à la maîtrise en mobilisation et transfert des connaissances

Centre Urbanisation Culture Société

Institut national de la recherche scientifique

Maude Pugliese

Professeure

Centre Urbanisation Culture Société

Institut national de la recherche scientifique

Conception visuelle

Sylvain Paquette

Soutenu par la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec, ce travail s'inscrit dans les réflexions menées en vue du projet « Le surendettement parmi les ménages québécois », qui est maintenant en cours dans le cadre de l'Action concertée de recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale, Phase V, du Fonds de recherche – Société et culture (FRQSC).

Pour citer ce document : Fiset, É. et Pugliese, M. (2021). *L'endettement étudiant au Québec. Des réflexions à l'égard de la littérature existante*. Institut national de la recherche scientifique.

ISBN 978-2-89575-421-3

Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2021

INRS



L'endettement étudiant au Québec Des réflexions à l'égard de la littérature existante

Émile Fiset

Maude Pugliese

2021



Résumé

Depuis le début des années 1990, l'endettement est en hausse de manière globale dans tous les pays développés, incluant le Canada et le Québec (Rona-Tas et Guseva, 2018; Organisation de coopération et de développement économiques, 2021), et les étudiants ne semblent pas échapper à la tendance. L'objectif du présent rapport est de faire le point sur la recherche et les connaissances existantes à propos de l'endettement des étudiants postsecondaires au Québec. Nous présentons ensuite la littérature portant sur les causes de l'endettement parmi les étudiants du Québec ainsi que sur ses conséquences. Enfin, nous identifions certaines questions spécifiques qui gagneraient à être abordées plus en profondeur dans les recherches futures.

Table des matières

Liste des figures	2
Liste des abréviations, sigles et acronymes	3
Introduction.....	4
L'endettement étudiant : quelques définitions.....	5
Un phénomène qui évolue dans le temps.....	6
Les causes de l'endettement étudiant	11
1. L'emphase sur les responsabilités individuelles.....	11
2. Les inégalités et la consommation identitaire	11
3. De nouvelles options pour les étudiants : l'apport des institutions bancaires	12
4. Les étudiants : un public informé?.....	13
Les conséquences de l'endettement	15
Conclusion.....	18
Bibliographie.....	20

Liste des figures

Figure 1.	Proportion des diplômés récents du Québec ayant contracté une dette durant les études	7
Figure 2.	Montant moyen des dettes d'études contractées par les diplômés récents du Québec durant leurs études	7
Figure 3.	Proportion des diplômés récents du Québec ayant contracté une dette auprès de sources gouvernementales durant les études	8
Figure 4.	Montant moyen des dettes d'études de sources gouvernementales contractées par les diplômés récents du Québec durant leurs études	8
Figure 5.	Proportion des diplômés récents ayant contracté une dette auprès de sources non gouvernementales durant les études	9
Figure 6.	Montant moyen des dettes d'études de sources non gouvernementales contractées par les diplômés récents du Québec durant leurs études	10

Liste des abréviations, sigles et acronymes

ACEF	Associations coopératives d'économie familiale
AFE	Aide financière aux études
ELDEQ	Étude longitudinale du développement des enfants du Québec
END	Enquête nationale auprès des diplômés
FEUQ	Fédération étudiante universitaire du Québec
MESRS	Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science
MPC	Mesure du panier de consommation

Introduction

Depuis le début des années 1990, l'endettement est en hausse de manière globale. L'accès au crédit ayant été facilité par le développement massif du domaine de la finance, de plus en plus de ménages s'endettent pour des montants toujours plus élevés, et ce, dans tous les pays développés, incluant le Canada de même qu'au Québec (Rona-Tas et Guseva, 2018; Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], 2021). Sur cet aspect, les étudiants ne semblent pas échapper à la tendance, quelques études indiquant que leurs dettes sont de plus en plus importantes (Houle, 2014; Quadlin, 2017). L'endettement des étudiants peut engendrer nombre de conséquences pour les inégalités sociales et le bien-être économique à long terme en ce qu'il constitue à la fois une ressource-clé pour la poursuite des études, mais aussi une cause potentielle de surendettement et de détérioration de la situation économique en jeune âge (Dwyer, 2018). Dans ce contexte, une littérature grandissante aborde la

thématique de l'endettement étudiant, surtout aux États-Unis, là où ce phénomène prend une ampleur inégalée (Houle, 2014; Quadlin, 2017). L'objectif du présent rapport est de faire le point sur la recherche et les connaissances existantes à propos de l'endettement des étudiants postsecondaires au Québec. Dans ce qui suit, nous proposons d'abord quelques définitions terminologiques et nous poursuivons en présentant les tendances historiques en matière d'endettement étudiant au sein de la province, en comparaison avec le Canada plus généralement. Nous présentons ensuite la littérature portant sur les sources de l'endettement parmi les étudiants du Québec ainsi que sur ses conséquences. En conclusion, nous soulignons que, somme toute, la recherche sur l'endettement étudiant demeure encore assez peu développée au Québec et nous identifions certaines questions spécifiques qui gagneraient à être abordées plus en profondeur dans les recherches futures.

L'endettement étudiant : quelques définitions

**Il existe plusieurs produits de crédit disponibles pour les étudiants.
C'est pourquoi il importe de définir d'emblée certains termes,
comme celui de *dette d'études* et celui de *dette étudiante*.**

La **dette d'études** fait référence spécifiquement à la dette contractée dans le cadre d'un prêt étudiant (c'est-à-dire qui vise à financer les études). En général, on fait la distinction entre deux sources de dettes d'études : celles qui sont contractées auprès d'organismes gouvernementaux et celles contractées auprès de sources de crédit privées, telles que les institutions bancaires ou la famille. La principale source de dettes gouvernementales au Québec est le programme de l'Aide financière aux études (AFE). Les dettes d'études de sources privées prennent quant à elles souvent la forme d'une marge de crédit disponible pour la durée des études (Guay-Boutet, 2018). La distinction des sources de dettes est critique puisque les conditions d'emprunt et de remboursement ne sont pas les mêmes. Par exemple, pour ce qui est des dettes contractées dans le cadre du programme de l'AFE, le gouvernement assure le paiement des intérêts pendant les études et les étudiants peuvent bénéficier d'un délai allant jusqu'à six mois après la fin des études avant de commencer à rembourser la dette. Dans le cas d'une marge de crédit étudiante, les intérêts s'accumulent sur celle-ci à partir du moment où la dette est contractée.

Pour ce qui est de la notion de **dette étudiante**, il s'agit d'un terme plus général renvoyant à tous les types de dettes que peuvent contracter les étudiants au cours de leur parcours académique. La dette étudiante inclut donc les dettes d'études, mais également d'autres types de dettes, comme les dettes automobiles ou par carte de crédit, qui peuvent être accumulées durant les études. Pour ce qui est de l'expression endettement étudiant, les auteurs l'utilisent parfois pour parler de l'endettement des étudiants en général ou pour parler de la dette d'études. Pour ce qui est de notre usage, l'endettement étudiant renverra à l'endettement des étudiants globalement.

Un phénomène qui évolue dans le temps

Plusieurs rapports font état d'une augmentation des dettes d'études au Canada entre les années 1980 et 2000 (McElroy, 2005; Allen et Vaillancourt, 2004). Par exemple, une étude montre qu'entre 1982 et 1995, le montant moyen des prêts étudiants des titulaires de baccalauréat s'est accru de 121 % chez les hommes et de 145 % chez les femmes (Finnie, 2002). Depuis 2000, par contre, les niveaux de dettes d'études semblent s'être stabilisés au Canada, la proportion des étudiants postsecondaires endettés étant restée relativement stable au pays (entre 40 % et 50 %, selon le niveau de diplomation) de 2000 à 2015 et la dette médiane ayant peu fluctué (Galarneau et Gibson, 2020). Une exception à cette règle concerne cependant les étudiants de programmes dits « professionnels » (droit, médecine, administration des affaires, etc.), qui ont vu leur niveau d'endettement augmenter substantiellement entre 2000 et 2015.

Pour ce qui est du Québec plus spécifiquement, les tendances historiques sont moins bien documentées avant les années 2000. En effet, si certaines études font état d'une augmentation de l'endettement chez les jeunes du Québec durant les années 1980 et 1990, celles-ci ne différencient pas les répondants selon le statut d'étudiant ou non (Lachance et al., 2005). À partir de la moitié des années 1990, plusieurs rapports de l'AFE présentent

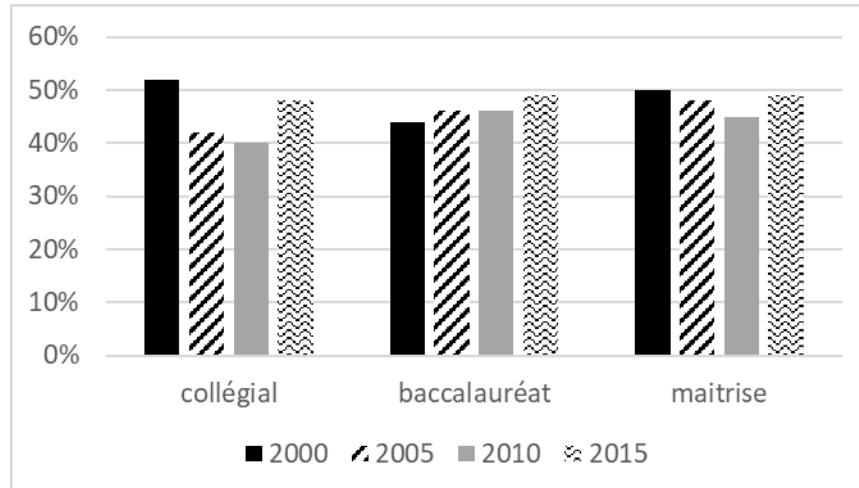
des niveaux d'endettement des étudiants à différentes périodes dans le temps (Dionne, 1994; Beauchemin, 2003; Béliveau et Camara, 2009; Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science [MESRS], 2015). Ces figures sont toutefois difficilement comparables d'un rapport à l'autre, comme l'indique d'ailleurs le rapport le plus récent (MESRS, 2015). Les données provenant de l'*Enquête nationale auprès des diplômés* (END) – une enquête quinquennale menée par Statistique Canada depuis l'an 2000 – permettent cependant de suivre de manière détaillée l'évolution des dettes d'études chez les étudiants postsecondaires ayant récemment reçu leur diplôme (Statistique Canada, 2019).

Basées sur ces données, la proportion de la cohorte des nouveaux diplômés¹ ayant contracté une dette d'études dans le cadre de leur parcours académique entre 2000 et 2015 (figure 1) et l'évolution de la dette d'études moyenne durant la même période (figure 2) permettent de constater une légère tendance haussière dans la dette d'études des récents diplômés du Québec. Concrètement, la proportion de ceux et celles qui se sont endettés demeure plutôt stable entre 2000 et 2015, mais la dette moyenne augmente légèrement au cours de la période, à tous les niveaux de diplomation.

¹ Les données mobilisées dans ce document concernent les diplômés de programmes collégiaux, de premier cycle (baccalauréat) et de deuxième cycle (maîtrise). Les données sur les diplômés de troisième cycle (doctorat) ne sont pas incluses puisque leur estimation est de faible qualité, en raison de la petite taille de l'échantillon.

Figure 1.

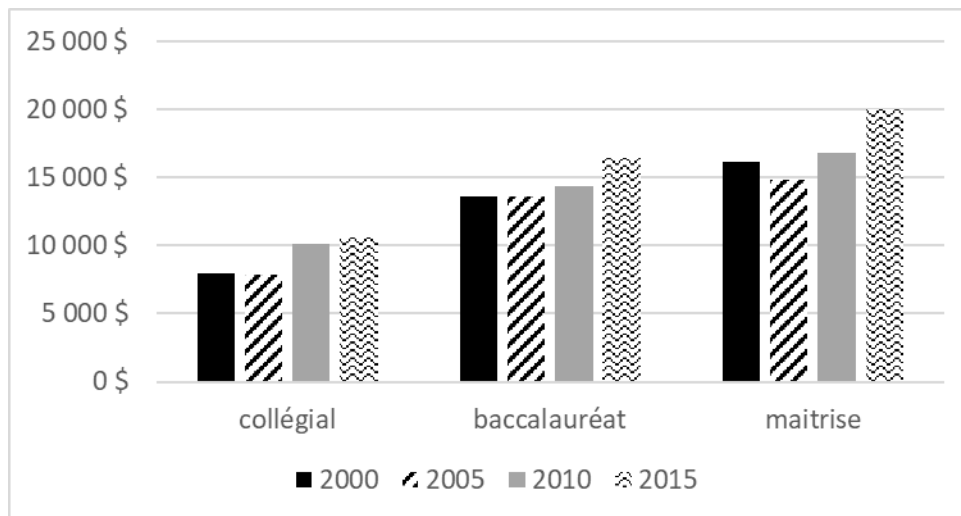
Proportion des diplômés récents du Québec ayant contracté une dette durant les études



Source : Données compilées par la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) à partir des données de l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) 2000 à 2015 de Statistique Canada.

Figure 2.

Montant moyen des dettes d'études contractées par les diplômés récents du Québec durant leurs études



Source : Données compilées par la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) à partir des données de l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) 2000 à 2015 de Statistique Canada.

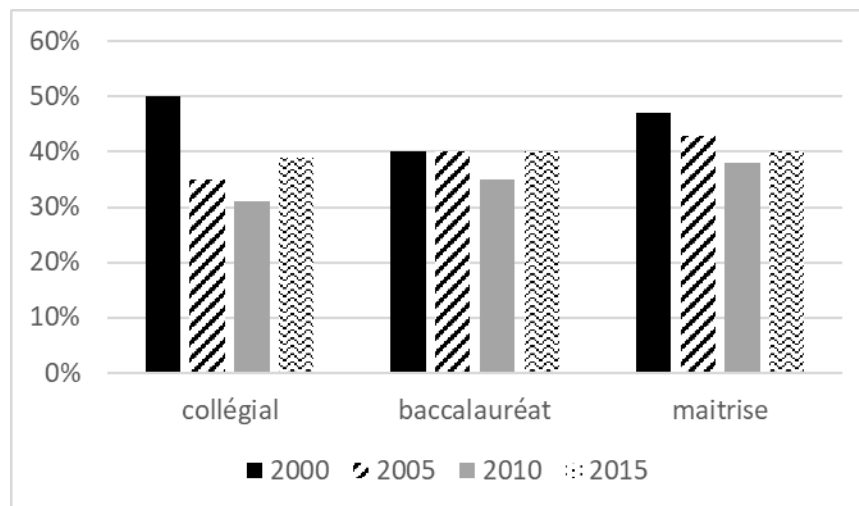
Les tendances dans le temps diffèrent toutefois grandement selon la source de la dette d'études. La proportion des récents diplômés ayant contracté des dettes de sources gouvernementales (c'est-à-dire de

l'AFE) durant leur parcours entre 2000 et 2015 (figure 3) et l'évolution de la dette moyenne provenant de cette source (figure 4) montrent que les dettes de sources gouvernementales n'augmentent

pas dans le temps au Québec. En effet, le montant moyen de ce type de dette demeure plutôt stable au cours de la période. La proportion de diplômés ayant eu recours aux dettes gouvernementales est même en diminution, du moins à

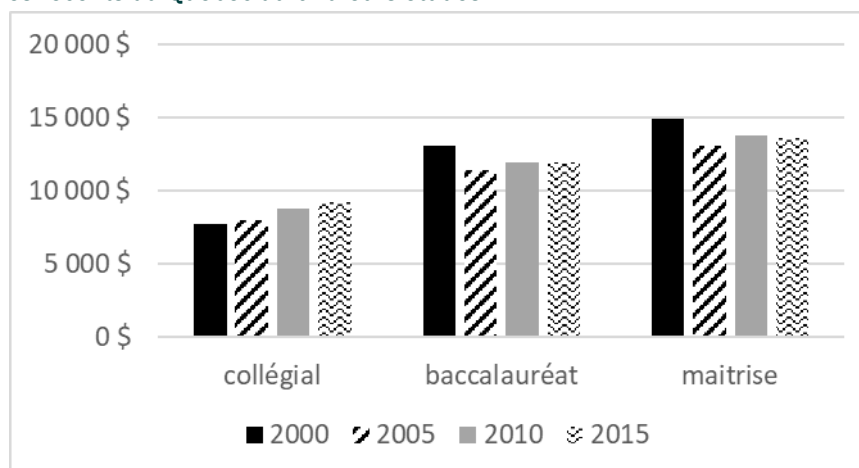
certains niveaux de diplomation, comme chez les diplômés du collégial, dont la proportion ayant contracté ce type de dette est passée de 50 % en 2000 à seulement 39 % en 2015.

Figure 3.
Proportion des diplômés récents du Québec ayant contracté une dette auprès de sources gouvernementales durant les études



Source : Données compilées par la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) à partir des données de l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) 2000 à 2015 de Statistique Canada.

Figure 4.
Montant moyen des dettes d'études de sources gouvernementales contractées par les diplômés récents du Québec durant leurs études

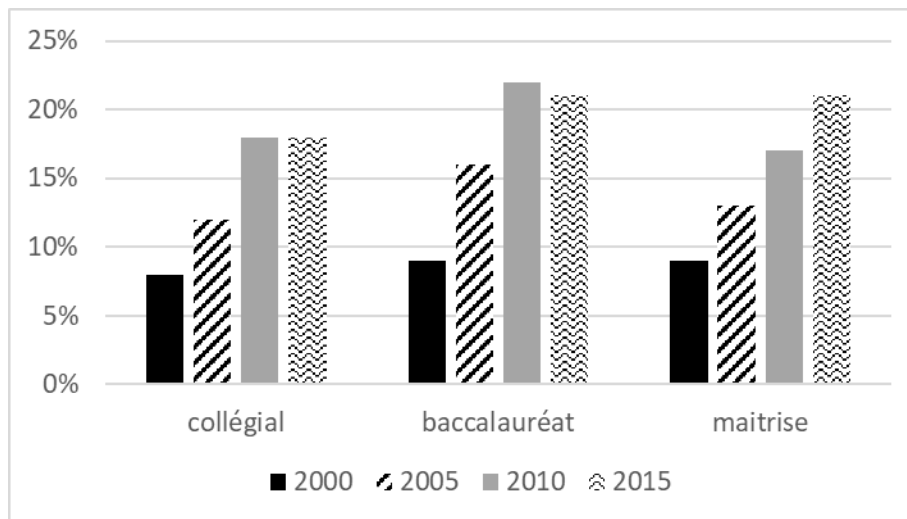


Source : Données compilées par la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) à partir des données de l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) 2000 à 2015 de Statistique Canada.

Ces données suggèrent donc que la tendance à l'augmentation de la dette d'études totale perçue plus tôt provient principalement des dettes de sources non gouvernementales et les figures 5 et 6 confirment cette idée. Ces figures montrent que les dettes de sources privées ont connu une croissance marquée depuis 2000. Non seulement le montant moyen de ce type de dettes augmente avec le temps,

mais la proportion des étudiants y ayant recours grimpe aussi. Le pourcentage de diplômés endettés à travers des sources privées de crédit est plus spécifiquement passé de 8 à 18 % au collégial entre 2000 et 2010, de 9 à 22 % au baccalauréat et de 9 à 17 % à la maîtrise. Les proportions se sont par la suite stabilisées, entre 2010 et 2015.

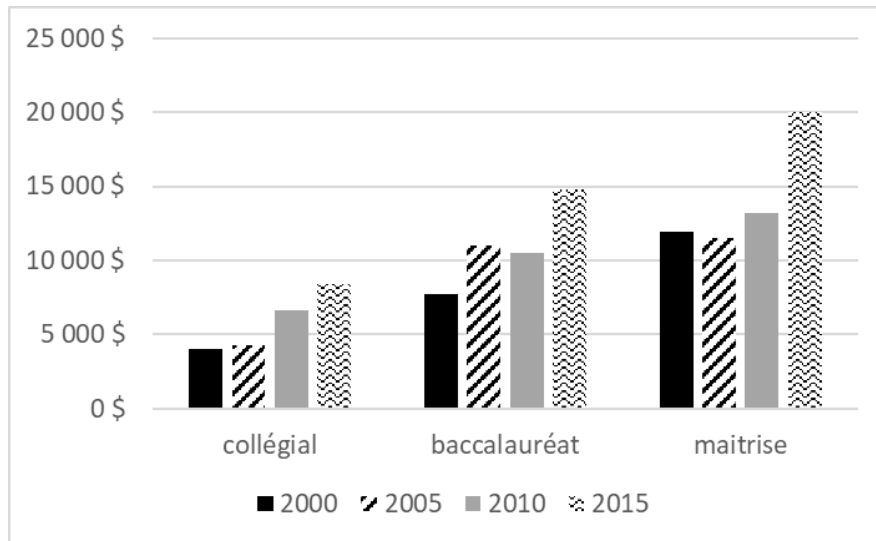
Figure 5.
Proportion des diplômés récents ayant contracté une dette auprès de sources non gouvernementales durant les études



Source : Données compilées par la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) à partir des données de l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) 2000 à 2015 de Statistique Canada.

Figure 6.

Montant moyen des dettes d'études de sources non gouvernementales contractées par les diplômés récents du Québec durant leurs études



Source : Données compilées par la Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec (CRJ) à partir des données de l'Enquête nationale auprès des diplômés (END) 2000 à 2015 de Statistique Canada.

En somme, donc, les dettes d'études ont augmenté légèrement au Québec depuis les années 2000 (du moins chez les étudiants ayant obtenu leur diplôme, les tendances étant inconnues chez ceux qui ne terminent pas leurs études) et cette hausse est due surtout à une augmentation des dettes privées. Rappelons cependant que la dette d'études n'est pas le seul type de dettes que peuvent contracter les étudiants. Des données sur les tendances dans le temps ne sont pas disponibles pour les autres types de dettes. Toutefois, un rapport de l'AFE paru en 2015 indiquait que, parmi les étudiants ayant déclaré des dettes d'études, 6,4 % possédaient une hypothèque, 16 % un prêt automobile et 41,3 % d'autres dettes (MESRS, 2015). Un rapport commandé par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) montrait, quant à lui, qu'en 2009, 26,7 % des étudiants avaient une dette par carte de crédit, le montant moyen de la dette étant de 2 300 \$ (Houle, 2009). On sait par ailleurs, pour les jeunes en général,

que 79,6 % des ménages dont le soutien économique principal est âgé de 17 à 34 ans avaient des dettes en 2016, parmi lesquelles les dettes à la consommation (carte de crédit, prêts à tempérament) sont les plus communes, alors que 50,6 % d'entre eux détiennent ce type de dettes (Longo et al., 2021). Le récent portrait statistique de l'emploi des jeunes au Québec (Longo et al., 2021) montre également un niveau d'endettement plus élevé lorsqu'ils sont employés à temps plein (dette totale moyenne de 108 600 \$) que lorsqu'ils le sont à temps partiel (27 300 \$), mais que ces premiers ont davantage d'actifs (258 300 \$) que ces derniers (63 900 \$). Enfin, on voit aussi que le niveau d'endettement est relativement similaire, que les jeunes aient ou non un diplôme universitaire, mais que ceux qui en détiennent un ont davantage d'actifs, ce qui fait en sorte que leur valeur nette moyenne est supérieure à ceux qui n'en possèdent pas (Longo et al., 2021).

Les causes de l'endettement étudiant

Plusieurs études sur l'endettement étudiant au Québec cherchent à en comprendre les sources, en particulier les mécanismes qui ont sous-tendu la croissance de cet endettement dans le temps. Les recherches existantes identifient quatre types principaux de facteurs : 1) la montée de l'individualisme économique, 2) les inégalités et la consommation identitaire, 3) la financiarisation et 4) l'asymétrie entre les prêteurs et les connaissances financières des étudiants.

1. L'emphase sur les responsabilités individuelles

Plusieurs auteurs soulignent que dans les années 1960 et 1970, le Québec fut le théâtre d'une gestion plus collective des risques économiques, à travers la prise en charge par l'État de plusieurs services et assurances, comme la santé, l'éducation ou certains régimes de retraite (Martin et Tremblay-Pepin, 2011). Depuis quelques décennies, cependant, une rationalité politico-économique individualiste s'implante, ici comme ailleurs dans le monde, transférant vers les familles et leurs membres de plus en plus de responsabilités économiques et invitant ceux-ci à prendre en charge leur propre avenir en finançant eux-mêmes leurs actions, en considération des coûts et des bénéfices des différentes possibilités (Bissonnette, 2017). Dans le domaine de l'éducation, cette transformation se traduit par un passage vers un modèle « d'utilisateur-payeur », au sein duquel une part des frais de scolarité précédemment

assumés publiquement incombe dorénavant aux étudiants individuels et à leurs parents (Guay-Boutet, 2020; Martin et Tremblay-Pepin, 2011). Pour illustrer cette tendance, Guay-Boutet (2018) note qu'en 1982 le gouvernement assurait plus de 80 % du financement des universités, mais qu'en 2012 la part du public était tombée à 60 %, augmentant les frais de scolarités aux étudiants. Bissonnette (2017) souligne que, face à cette augmentation des coûts privés de l'éducation, il est suggéré aux étudiants d'adopter la posture de l'investisseur et d'évaluer la possibilité de contracter une dette pour financer des études si les bénéfices économiques à long terme en justifient les coûts. Selon cette perspective, la croissance des dettes d'études au Québec est donc ancrée principalement dans l'établissement d'un régime politico-économique plus individualiste, menant à une privatisation des frais de l'éducation postsecondaire et à une vision plus strictement utilitariste de celle-ci.

2. Les inégalités et la consommation identitaire

D'autres auteurs lient l'endettement étudiant croissant aux vulnérabilités économiques et aux inégalités grandissantes dans un régime néolibéral. En s'appuyant sur les travaux d'Axel Honneth, de Pierre Bourdieu et d'autres, Pérez-Roa (2014a; 2014b) soutient que le contexte néolibéral depuis les années 1990 se caractérise par des attentes normatives qui enjoignent aux individus de se

démarquer et d'affirmer leur subjectivité; « à devenir quelqu'un » dont la contribution et l'identité sont reconnues. Dans ce contexte néolibéral, la consommation se présente comme forme d'expression identitaire clé et comme moyen d'atteindre une reconnaissance sociale. Les ressources économiques permettant la consommation sont toutefois inégalement distribuées et cette inégalité économique est en croissance. Au Québec, par exemple, les disparités de richesse se sont accrues durant les dernières décennies, alors que le 1 % des ménages les plus riches a fait l'expérience d'une croissance du revenu prononcée et que les classes moyennes et défavorisées ont au contraire vu leurs salaires stagner (Posca et Tremblay-Pépin, 2013; Torres et al., 2021). Cette dynamique implique que tous « n'ont pas les supports nécessaires pour être individus » (Castel, 2003 cité dans Pérez-Roa, 2014b, p. 45) et pour s'affirmer à travers la consommation. Les étudiants sont touchés par cette réalité, sachant par exemple qu'un rapport de la FEUQ rapportait en 2011 que la moitié des étudiants gagnent moins de 12 000 \$ annuellement au Québec (Campeau et Savoie, 2011), et cette réalité peut s'accroître en fonction de la région administrative où demeure l'étudiant, par exemple à Montréal où la mesure du panier de consommation (MPC) est la plus élevée². Cette situation incite plusieurs à se tourner vers le crédit pour compenser les bas revenus et pouvoir interagir dans le marché de la consommation (Pérez-Roa, 2014a; 2014b).

Selon Pérez-Roa (2015), la consommation identitaire propre au néolibéralisme incite aussi les moins fortunés - de plus en plus nombreux - à prendre des risques parfois

substantiels pour améliorer leurs conditions économiques. Dans le cas des jeunes adultes dont les parents n'ont pas les ressources pour financer les études, ces risques prennent souvent la forme d'une accumulation de dettes importantes pour financer une éducation postsecondaire dans l'espoir qu'elle mène à des gains économiques à long terme. En lien avec cette perspective, un rapport de la FEUQ montre que les conditions économiques des parents des étudiants sont effectivement très associées à leur niveau d'endettement, les étudiants dont les parents ont des revenus élevés étant assez peu endettés (Campeau et Savoie, 2011). En revanche, les étudiants dont les parents sont dans le dernier quartile des revenus sont typiquement très endettés auprès de l'AFE. Quant à ceux dont les parents se situent plus près du milieu de la distribution des revenus, ils tendent à être particulièrement endettés auprès de sources privées, car les revenus parentaux à ce niveau, même s'ils demeurent relativement modestes, sont considérés comme trop haut par l'AFE pour justifier une aide de l'État (Campeau et Savoie, 2011).

3. De nouvelles options pour les étudiants : l'apport des institutions bancaires

Une autre perspective sur l'endettement étudiant et sa croissance dans le temps situe ce phénomène dans le contexte de la *financiarisation* de l'économie (Guay-Boutet, 2018; 2020). Bien que plusieurs définitions de cette notion existent, celle proposée par Krippner (2005) est sans doute la plus influente. Elle stipule que la financiarisation

² La MPC « est fondée sur le coût d'un panier de biens et de services précis [nourriture, habillement, transport, logement] correspondant à un niveau de vie de base modeste » (Statistique Canada, 2021, s. p.).

est une transformation de l'économie dans laquelle les profits viennent à dépendre moins de la production et davantage des investissements (du capital financier). L'une des manifestations les plus iconiques de cette dynamique fut la découverte par le secteur bancaire et celui des biens à la consommation du potentiel de profit que représentent les *prêts* à la consommation, en lien avec les intérêts et les autres types de frais autorisés sur ceux-ci, dans un univers financier déréglementé (Davis, 2009). Dans ce contexte, des entreprises financières et non financières développent des offres de crédit stratifiées et de plus en plus variées qui sont mises en marché stratégiquement auprès des consommateurs qui affichent, quant à eux, des besoins croissants de financement, dans un contexte d'inégalités et de consommation identitaire (Rona-Tas et Guseva, 2018; Pérez-Roa, 2014b).

Guay-Boutet (2018) soutient que, en lien avec cette mouvance, les institutions financières québécoises ont reconnu depuis quelques années le potentiel de profit des prêts aux étudiants et qu'elles ont développé un ensemble de produits de crédit visant spécifiquement ce groupe d'individus et le financement des études. Les produits destinés aux étudiants sont nombreux et diversifiés. Par exemple, Campeau et Savoie (2011) identifient que six institutions bancaires sur huit consultées proposent des marges de crédit, certaines étant plus générales d'autres ciblant des domaines d'études spécifiques (le plus ciblé étant celui de la médecine, suivi de l'administration et du droit, en lien avec le potentiel de revenu de ces professions). La valeur des prêts varie de 10 000 \$ (pour les étudiants dans des programmes non ciblés) à 200 000 \$ pour certains programmes ciblés (Campeau et Savoie, 2011). Si l'offre est multiple, une

constante est décelée dans les approches publicitaires. Les différents produits sont présentés comme des outils utiles face aux manques de ressources financières temporaires, comme suppléments à l'AFE et comme une façon de se bâtir un bon dossier de crédit pour le futur (Guay-Boutet, 2018). Cette offre grandissante de prêts étudiants contribue à la croissance de l'endettement étudiant, celui-ci étant davantage répandu auprès de sources privées.

4. Les étudiants : un public informé?

Si les étudiants font face à une offre de crédit de plus en plus complexe et abondante et qu'il est attendu d'eux qu'ils prennent des risques calculés pour faire progresser leurs conditions économiques dans un contexte de retrait de l'État, quelques études suggèrent que les étudiants ne sont peut-être pas toujours suffisamment outillés pour comprendre pleinement les produits leur étant offerts et prendre les décisions les plus appropriées à leur situation (Bissonnette, 2017). Par exemple, *l'Enquête sur les conditions de vie des étudiantes et des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université* (2015) menée par le MESRS indiquait que 46 % des étudiants endettés auprès de l'AFE, tous les niveaux de scolarité confondus, se considèrent comme peu ou pas assez informés quant aux modalités de remboursement de leurs prêts, ce chiffre diminuant toutefois à 23 % lorsqu'il est question d'autres types de prêts que ceux octroyés par l'AFE (MESRS, 2015). Également, Lachance et al. (2005) ont réalisé une enquête auprès d'un échantillon de jeunes adultes québécois (qui n'étaient toutefois pas tous étudiants) contenant neuf questions à répondre par « vrai » ou « faux » portant sur les

connaissances financières de base, en lien par exemple avec l'usage des cartes de crédits ou les taux d'intérêt des différents produits de crédit. Une seule question³ a obtenu un taux de réussite de plus de 70 %, les autres variant entre 58,3 % et 30,6 %. Une maîtrise imparfaite des notions financières pourrait contribuer à l'endettement des étudiants, notamment en provoquant une sous-estimation des coûts d'emprunts à long terme, comme le

suggère d'ailleurs une étude américaine qui lie le manque de connaissances financières à des risques accrus de surendettement dans la population américaine en général (Lusardi et Tufano, 2015). Cependant, nous n'avons pas repéré d'études québécoises examinant directement l'existence de liens ou non entre le niveau de connaissances financières des étudiants et leur endettement.

³ L'intitulé de la question est « En général, les taux d'intérêt des cartes de crédit sont plus élevés que ceux des prêts personnels ou des marges de crédit ».

Les conséquences de l'endettement

Au-delà des sources de l'endettement étudiant, plusieurs études québécoises interrogent aussi ses conséquences à court et à moyen terme. Cette littérature suggère, d'une part, que la possibilité d'avoir recours aux prêts étudiants pour financer ses études peut favoriser l'accessibilité des études postsecondaires. Par exemple, *l'Enquête sur les conditions de vie des étudiantes et des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université* (2015) mentionnait que 13,3 % des étudiants de tous niveaux confondus abandonnent leurs études pour des raisons financières, suggérant que l'accès à un prêt peut faciliter la diplomation (MESRS, 2015)⁴. Le recours à l'endettement peut cependant s'avérer un couteau à double tranchant pour la poursuite des études, comme en témoigne le sondage conduit par le Consortium canadien de recherche sur les étudiants universitaires en 2015 (Morin, 2018). Cette étude auprès de diplômés d'universités canadiennes - incluant (mais pas seulement) des étudiants du Québec - rapporte que 23 % des diplômés affirment être rebutés à l'idée de poursuivre leurs études à un niveau supérieur en raison de leur niveau de dettes (Morin, 2018).

Pérez-Roa (2014b) souligne aussi que les gains économiques que l'on attend typiquement de l'éducation postsecondaire ne se matérialisent pas toujours, pour toutes sortes de raisons. Quand les revenus demeurent minces, même une fois le diplôme obtenu (ou parce que les

études ont dû être abandonnées), les dettes accumulées pendant les études peuvent alors se transformer en surendettement, être vécues comme un endettement problématique qui constitue un frein supplémentaire à l'amélioration des conditions de vie, plutôt qu'un vecteur d'avancement. Pérez-Roa (2014b) note que les lois qui encadrent la faillite personnelle - qui vise à échanger des biens saisissables pour se délester des dettes - déclarent les dettes d'études non admissibles à la faillite pendant sept ans suivant la fin des études. Durant cette période, la seule façon de gérer une dette d'études devenue insoutenable est donc de s'imposer une rigueur budgétaire pouvant avoir des conséquences matérielles majeures dans l'immédiat ou de demander occasionnellement des mesures d'allégement des intérêts. En 2003, une étude canadienne notait que près de 23 % des personnes en période de remboursement d'un prêt dans le cadre du *Canada Student Loans Program* avait eu recours à une telle mesure (Connolly et al., 2003). À plus long terme (une fois le délai de sept ans écoulé), les dettes d'études devenues problématiques peuvent ultimement mener à la faillite. En lien avec cette idée, Lachance et al. (2005) ont rapporté une augmentation du taux de faillite chez les jeunes de 15 à 24 ans au Canada entre 1987 et 2001, ce taux ayant doublé durant la période, qui fut, on l'a vu, marquée par une croissance de l'endettement étudiant. Également, les Associations coopératives d'économie

⁴ Notons cependant que le manque de ressources n'est pas la principale cause de l'abandon des études, 24,5 % disant abandonner leur programme par manque d'intérêts.

familiale (ACEF) déclaraient en 2010 avoir remarqué un rajeunissement des populations qui font faillite au Québec, sans toutefois être capables de quantifier avec précision le phénomène (Conseil permanent de la jeunesse, 2010). Si ces données fragmentaires peuvent suggérer que des liens sont possibles entre l'endettement étudiant, le surendettement et les faillites personnelles des jeunes, nous n'avons cependant pas repéré d'études québécoises qui examinent directement comment l'endettement des étudiants influence leur risque de faillite ou de surendettement dans le temps.

Bissonnette (2017) propose que l'accumulation d'une dette pour le financement des études puisse aussi avoir un effet sur le domaine d'études choisi, en poussant les étudiants vers les programmes moins longs et plus rentables (c'est-à-dire procurant un meilleur potentiel de revenus) au détriment de ceux, comme dans le domaine des arts, qui sont typiquement associés à de plus petits gains économiques. Nous n'avons pas repéré de données probantes confirmant cette idée au Québec. Cependant, une étude américaine montre que l'endettement influence le choix du domaine d'études dans ce contexte national, en particulier pour les jeunes dont les parents ont de faibles revenus (Quadlin, 2017).

Des recherches indiquent également que l'endettement peut affecter la situation des étudiants après la diplomation, en retardant les plans de vie de ceux-ci. En effet, selon une étude de la FEUQ, 63 % des étudiants s'attendent à devoir retarder l'achat d'une maison et 41 % s'attendent à retarder la fondation d'une famille, la création d'une entreprise ou la poursuite des études aux cycles supérieurs. Un sondage mené par la firme Ipsos en 2017

constate aussi que les diplômés post-secondaires canadiens sont nombreux à affirmer que leur dette étudiante a engendré le report de projets. Par exemple, 55 % des diplômés de ce sondage qui avaient une dette étudiante non payée après la graduation affirment que celle-ci les a empêchés d'économiser autant qu'ils l'auraient souhaité pour des moments difficiles ou des situations d'urgence, 46 % d'entre eux ont retardé l'achat d'une maison, 45 % considèrent n'avoir pas mis assez de fonds de côté pour leur retraite, 33 % n'ont pas payé leur dette aussi rapidement qu'ils l'auraient voulu, 21 % ont reporté le moment d'avoir des enfants et 24 % de se marier (Ipsos, 2017). Finalement, 16 % des diplômés endettés interrogés ont aussi prorogé la poursuite d'un travail dans leur domaine d'études. Le remboursement d'une dette étudiante étant une dépense récurrente, certains répondants ont affirmé ne pas pouvoir quitter leur emploi actuel (dans un domaine différent de celui de leurs études) pour chercher un emploi dans leur domaine d'études, car cela nécessiterait d'accepter une baisse de revenu qu'ils ne peuvent pas se permettre (en raison du fait que les emplois dans leur domaine sont à forfait, comme c'est le cas dans le domaine des arts, du théâtre ou du cinéma, et qu'ils ne représentent donc pas un revenu constant, par exemple).

En terminant, Pérez-Roa (2014b; 2015; 2018) soutient également que, lorsqu'il prend trop d'ampleur et qu'il devient insoutenable, l'endettement des étudiants conduit souvent à une augmentation du stress pouvant aller jusqu'à la dépression. Dans une série d'entrevues menées à Montréal auprès de jeunes adultes très endettés par leurs études, l'auteure est d'avis que plusieurs se sentent coupables de ne pas parvenir à rembourser leurs

dettes, percevant cette incapacité comme un échec personnel. Ce sentiment est, selon l'auteure, la cause d'anxiété, de crises de panique et de dépression (Pérez-Roa, 2014b). Pérez-Roa (2018) note aussi que le sentiment de culpabilité lié à l'endettement peut être la cause d'une certaine isolation sociale, les étudiants endettés évitant parfois de parler de leur situation à leurs proches par peur de

décevoir ou par crainte de réprimandes. Ces observations mènent Pérez-Roa (2018) à conclure que c'est non seulement le fardeau financier de la dette lui-même qui engendre anxiété et stress, mais également la présentation culturelle de l'endettement et de sa gestion - internalisée par les étudiants - comme une responsabilité strictement individuelle.

Conclusion

Cette recension des données et des écrits sur l'endettement des étudiants postsecondaires au Québec nous a permis de constater que celui-ci s'est accru depuis l'an 2000, surtout pour ce qui est des dettes de sources privées. Quelques études et rapports - plusieurs commandés par les associations étudiantes universitaires et l'AFE - ont abordé les sources de l'endettement des étudiants, identifiant nombre de facteurs potentiels, incluant une tendance à la privatisation des coûts de l'éducation au Québec, la précarité économique de plusieurs familles combinée à la pression de la consommation identitaire, le développement rapide de l'offre de crédit destinée aux étudiants et les connaissances financières parfois limitées de ces derniers. Un autre pan de recherche aborde plutôt les conséquences de l'endettement des étudiants, suggérant que celui-ci peut faciliter l'accès aux études, mais aussi nuire à sa poursuite s'il devient trop lourd. L'endettement étudiant semble aussi conduire à des retards dans certains projets de vie, comme la venue d'enfants ou l'achat d'une maison, de même qu'à l'augmentation du stress et de l'isolement social en plus de constituer un potentiel risque de faillite quand il devient trop important.

Si la littérature existante fournit nombre d'informations critiques sur l'endettement des étudiants, nous constatons toutefois qu'elle présente aussi certaines limites et zones d'ombre, - autant sur le plan substantif que méthodologique - qui mériteraient d'être abordées dans les recherches futures. Premièrement, certaines propositions théoriques demeurent peu examinées au plan empirique, par exemple pour ce qui est de l'influence des

connaissances financières sur le niveau d'endettement des étudiants ou en ce qui concerne l'existence de liens véritables entre l'accumulation de dettes d'études et les risques de surendettement ou de faillite. Ce type de relation gagnerait à être mieux validé empiriquement. Par ailleurs, les études existantes mettent l'emphase sur la dette accumulée, sur les causes de l'endettement et sur ses conséquences, le plus souvent négatives, mais les questions de l'accessibilité du crédit pour études et de l'exclusion financière de certains étudiants demeurent, tout compte fait, inexplorées. Les études sont toutefois de plus en plus nombreuses à montrer que l'accès au crédit est difficile pour plusieurs groupes sociaux, même à l'ère de la financiarisation, notamment pour les personnes racisées et les nouveaux arrivants (Wherry et al., 2019). L'exclusion de ces groupes a des effets délétères sur leur vie, notamment en les privant de possibilités d'avancement et de sentiments de dignité (Wherry et al., 2019). Dans le cas des prêts aux étudiants, bien qu'ils puissent entraîner des conséquences négatives, comme on l'a vu, ils constituent tout de même une façon d'accéder aux études postsecondaires pour plusieurs étudiants prospectifs qui n'ont pas d'autres sources d'appui. Ces constats appellent à réaliser davantage d'études visant à mieux comprendre si certains groupes ont un accès plus limité aux prêts étudiants (privés et gouvernementaux) au Québec et à déterminer si le fait de ne pas pouvoir participer au marché du crédit peut entraîner des conséquences.

Plusieurs auteurs suggèrent que les conditions économiques des étudiants et celles de leurs parents constituent un

facteur clé de l'endettement étudiant alors que d'autres évoquent l'idée que les capacités financières des étudiants puissent aussi jouer sur les niveaux d'endettement. Plusieurs travaux réalisés au Québec et ailleurs indiquent que les conditions économiques et les connaissances financières varient grandement entre les différents groupes sociaux, notamment selon le genre, le statut d'immigration et entre les groupes ethniques et raciaux (Lusardi et Mitchell, 2014; Killewald et al., 2017; Fortin et al., 2017), suggérant des différences possibles dans le risque d'endettement étudiant entre ces groupes. Aux États-Unis, quelques études abordent cette question, notamment celle de Houle et Addo (2019) qui montrent que les personnes noires ont davantage de dettes étudiantes que la moyenne. Au Québec, toutefois, très peu d'études se sont penchées sur la variation de l'endettement étudiant selon les différentes caractéristiques sociodémographiques, les quelques études à cet égard se limitant généralement à un ou deux indicateurs tels que l'âge ou les revenus de travail. Il existe plusieurs sources de données qui pourraient être utilisées pour mieux documenter les variations sociodémographiques de l'endettement étudiant. Nommons entre autres l'*Enquête nationale auprès des diplômés* (END), conduite par statistique Canada sur une base récurrente, ainsi que l'*Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université*, conduite à quelques reprises par l'Aide financière aux études.

Finalement, nous constatons aussi que la littérature existante souffre d'un manque de diversité méthodologique. Plusieurs études mobilisent des analyses de politiques et de contenus qui permettent de lier l'endet-

tement étudiant à des facteurs comme l'encadrement politique de l'éducation et les pratiques bancaires. Certaines études mobilisent aussi des analyses statistiques descriptives simples et basées sur des données transversales qui permettent de démontrer certaines associations entre l'endettement étudiant et différents facteurs, comme le revenu des parents. Des analyses quantitatives multivariées mobilisant des données longitudinales pourraient cependant bonifier de manière importante la recherche concernant les sources et, surtout, les conséquences de l'endettement étudiant, en permettant de suivre (et de comparer) dans le temps la situation des étudiants qui s'endettent et celle de ceux qui ne le font pas. À cet effet, l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec* (ELDEQ), qui suit un échantillon de personnes nées entre 1998 et 2002, pourra s'avérer une ressource importante, ayant récemment ajouté des questions à propos de dettes et des finances des répondants.

Des études qualitatives (par entrevues ou ethnographiques, par exemple) pourraient également permettre de mieux saisir l'expérience des étudiants et leur processus au moment de contracter une dette étudiante, de même que leur réalité vécue dans l'après, alors qu'ils découvrent les effets de leurs dettes. Pour l'instant, nous n'avons recensé cette approche que dans les travaux de Pérez-Roa (2014b; 2015) à propos de l'expérience des jeunes adultes très endettés pour les études. Nous espérons que d'autres chercheurs adopteront des approches qualitatives dans le futur, non seulement pour documenter le vécu des étudiants endettés, mais aussi celui de ceux qui en sont à décider s'ils contracteront ou non une dette ou de ceux qui s'en sont vu refuser l'accès.

Bibliographie

- Allen, M. et Vaillancourt, C. (2004). *Class of 2000, profile of post secondary graduates* (publication n° 81-595-MIE-016). Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/en/pub/81-595-m/81-595-m2004016-eng.pdf?st=oG5uucO4>
- Beauchemin, S. (2003). *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université, 2002*. Gouvernement du Québec.
- Béliveau, J. et Camara, P. (2009). *Enquête sur les conditions de vie des étudiants de la formation professionnelle, du collégial et de l'université, 2007*. Gouvernement du Québec. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2100822>
- Bissonnette, J.-F. (2017). Du tremplin au levier. De l'endettement spéculatif des étudiants dans l'université néolibérale. *Terrains/Théories*, (6), 1-21.
- Campeau, A. et Savoie, L.-P. (2011). *L'endettement étudiant : état des lieux, déterminants et impacts*. Fédération étudiante universitaire du Québec. <https://docplayer.fr/3582267-L-endettement-etudiant.html>
- Conseil permanent de la jeunesse. (2010). *Maîtriser ses finances personnelles: ce n'est pas un luxe!* Gouvernement du Québec.
- Connolly, M., Montmarquette, C. et Béjaoui, A. (2003). *Econometric models of student loan repayment in Canada*. Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations. <https://cirano.qc.ca/files/publications/2003s-68.pdf>
- Davis, G. F. (2009). *Managed by the markets: how finance has re-shaped America*. Oxford University Press.
- Dionne, A. (1994). *Étude sur la dette accumulée par les bénéficiaires de l'aide financière aux étudiants*. Gouvernement du Québec.
- Dwyer, R. E. (2018). Credit, debt, and inequality. *Annual Review of Sociology*, 44, 237-261.
- Finnie, R. (2002). Les prêts étudiants : emprunt et fardeau. *Revue trimestrielle de l'éducation*, 8(4), 30-46.
- Fortin, N. M., Bell, B. et Böhm, M. (2017). Top earnings inequality and the gender pay gap: Canada, Sweden and the United Kingdom. *Labour Economics*, 47, 107-23.
- Galarneau, D. et Gibson, L. (2020). *Tendances de l'endettement des diplômés postsecondaires au Canada : résultats de l'Enquête nationale auprès des diplômés de 2018* (publication n° 75-006-X). Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/75-006-x/2020001/article/00005-fra.pdf?st=Mz0p66uY>
- Guay-Boutet, C. (2018). *Économie politique de l'endettement étudiant bancaire au Québec* [Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal]. Archipel. <https://archipel.uqam.ca/11558/>
- Guay-Boutet, C. (2020). L'endettement étudiant et les institutions financières au Québec. Dans S. Rioux (dir.), *Dans le rouge. L'endettement des ménages québécois* (p. 143-166). M éditeur.
- Houle, G. (2009). *Sources et modes de financement des étudiants de premier cycle au Québec*. Fédération étudiante universitaire du Québec. <http://www.aecs.info/document/documentcampagne/1343069819.pdf>
- Houle, J. N. (2014). Disparities in debt: Parents' socioeconomic resources and young adult student loan debt. *Sociology of Education*, 87(1), 53-69.
- Houle, J. N. et Addo, F. R. (2019). Racial disparities in student debt and the reproduction of the fragile black middle class. *Sociology of Race and Ethnicity*, 5(4), 562-577.

- Ipsos. (2017). *Three in four (77%) Canadian graduates under 40 regret taking on student debt*. <https://www.ipsos.com/en-ca/news-polls/BDO-student-debt-2017-09-18>
- Killewald, A., Pfeffer, F. T. et Schachner, J. N. (2017). Wealth inequality and accumulation. *Annual review of sociology*, 43, 379-404.
- Krippner, G. R. (2005). The Financialization of the American Economy. *Socio-Economic Review*, 3(2), 173-208.
- Lachance, M., Beaudoin, P. et Robitaille, J. (2005). Les jeunes adultes québécois et le crédit. *Enfances, Familles, Générations*, (2), 114-31.
- Longo, M. E., Bourdon, S., Vachon, N., St-Jean, É., Pugliese, M., Ledoux, É., Vultur, M., Gallant, N., Lechaume, A., Fleury, C. et St-Denis, X. (2021). *Portrait statistique de l'emploi des jeunes au Québec dans la décennie 2010-2019. Un bilan d'ensemble très positif, des positions variées envers l'activité et l'emploi et des inégalités persistantes*. Institut national de la recherche scientifique.
- Lusardi, A. et Mitchell, O. S. (2014). The economic importance of financial literacy: Theory and evidence. *Journal of economic literature*, 52(1), 5-44.
- Lusardi, A. et Tufano, P. (2015). Debt literacy, financial experiences, and overindebtedness. *Journal of Pension Economics & Finance*, 14(4), 332-68.
- Martin, É. et Tremblay-Pépin, S. (2011). *Faut-il vraiment augmenter les frais de scolarité?* Institut de recherches et d'informations socio-économiques. https://iris-recherche.qc.ca/publications/faut-il_vraiment_augmenter_les_frais_de_scolarité
- Morin, M. (2018). *L'endettement étudiant*. Union étudiante du Québec. <https://unionetudiante.ca/download/recherche-endettement-etudiant/>
- McElroy, L. (2005). *Aide financière aux études et la persévérance à l'université. L'influence de l'endettement*. Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire. <http://www.capres.ca/wp-content/uploads/2015/01/Influence-endettement-dec05.pdf>
- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science. (2015). *Enquête sur les conditions de vie des étudiantes et des étudiants de la formation professionnelle au secondaire, du collégial et de l'université, 2013*. Gouvernement du Québec. <http://www.afe.gouv.qc.ca/toutes-les-publications/detail/enquete-sur-les-conditions-de-vie-des-etudiantes-et-des-etudiants/>
- Organisation de coopération et de développement économiques. (2021). Dette des ménages [ensemble de données]. <https://data.oecd.org/fr/hha/dette-des-menages.htm>
- Pérez-Roa, L. (2014a). Et si la dette privée était un problème de société? Analyse critique de deux thèses populaires sur la compréhension du phénomène du surendettement chez les jeunes dans le contexte de la « révolution néolibérale ». *Nouvelles pratiques sociales*, 26(2), 219-33.
- Pérez-Roa, L. (2014b). *Quand l'endettement fait problème: variations et constantes de l'expérience d'endettement vécu comme étant problématique chez les jeunes adultes scolarisés à Montréal et à Santiago du Chili* [Thèse de doctorat, Université de Montréal]. Papyrus. <https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/handle/1866/10558>
- Pérez-Roa, L. (2015). Quand le moral s'effondre sous la dette: l'expérience de l'endettement étudiant chez les jeunes adultes à Montréal. *Swiss Journal of Sociology*, 41(2), 291-310.
- Pérez-Roa, L. (2018). From "good credit" to "bad debt": Comparative reflections on the student debt experience of young professionals in Santiago, Chile, and Montreal, Canada. *Economic Anthropology*, 6(1), 135-46.
- Posca, J. et Tremblay-Pépin, S. (2013). *Les inégalités: le 1% au Québec*. Montréal: Institut de recherches et d'informations socio-économiques. <https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/Note-1pourcent-WEB.pdf>

- Quadlin, N. (2017). Funding sources, family income, and fields of study in College. *Social Forces*, 96(1), 91-120.
- Rona-Tas, A. et Guseva, A. (2018). Consumer credit in comparative perspective. *Annual Review of Sociology*, 44, 55-75.
- Statistique Canada. (2019). *Enquête nationale auprès des diplômés (END). Dettes d'études de toutes sources, selon la province d'études et le niveau d'études*. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3710003601>
- Statistique Canada. (2021). *Seuils de la Mesure du panier de consommation (MPC) pour la famille de référence selon la région de la Mesure du panier de consommation, la composante et l'année de base*. <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1110006601>
- Torres, S., Fontaine, M. M. et Dionne, M.-A. (2021). *État des inégalités de revenu au Canada et au Québec. Variations et analyses intragroupes*. Observatoire québécois des inégalités. <https://www.observatoiredesinegalites.com/fr/detail-publication/etat-des-inegalites-de-revenu-au-quebec-et-au-canada-variations-et-analyses-intragroupes>
- Wherry, F. F., Seefeldt, K. S. et Alvarez, A. S. (2019). *Credit Where It's Due: Rethinking Financial Citizenship* (1^{re} éd.). Russell Sage Foundation.

